

LES REVENUS FISCAUX DES MÉNAGES: UN INDICATEUR DES DISPARITÉS TERRITORIALES

Pierre BECKOUCHE*
Bruno ROUDIER**

RÉSUMÉ Le revenu moyen des ménages est un bon indicateur des disparités spatiales. Les cartes issues de l'analyse de cet indicateur révèlent d'importants contrastes, tant à l'échelon national et régional, qu'à l'échelon local (1).

ABSTRACT Average household incomes are a significant indicator of spatial disparities. These are shown through maps at national and regional as well as local level.

RESUMEN La renta media de las familias es un indicador eficaz de las disparidades espaciales. Los mapas procedentes del análisis de dicho indicador revelan contrastes importantes, tanto a escala nacional y regional como a escala local.

• INDICATEUR DE RICHESSE • DISPARITÉ SPATIALE • REVENU DES MÉNAGES • SÉ-GRÉGATION SPATIALE • HOUSEHOLD INCOME • SPATIAL DISPA-RITIES • SPATIAL SEGREGATION • WEAL-TH INDICATOR • DISPARIDAD ESPACIAL • INDICADOR DE RIQUEZA • RENTA DE LAS FAMILIAS • SE-GREGACIÓN ESPACIAL

Le revenu des ménages: un indicateur puissant des disparités spatiales

Les revenus nets, déclarés par tous les ménages auprès de la Direction Générale des Impôts, constituent un bon indicateur des inégalités sociales et territoriales: il cumule toutes les sources de revenus (travail et capital); il ne s'arrête pas à la diversité des statuts ou des catégories socio-professionnelles (2). Il présente des biais statistiques: les zones péri-urbaines des grandes agglomérations (région parisienne notamment) ressortent en partie du fait de la surreprésentation des ménages à double revenu; les zones rurales les plus pauvres forment des ensembles régionaux qu'homogénéisent quelque peu les procédures forfaitaires de déclaration de revenus. Mais ces inconvénients ne sont pas déterminants pour expliquer des contrastes extrêmement nets spatialement.

Un autre biais statistique atténue plutôt le caractère inquiétant des disparités. L'indicateur est établi par ménage, ce qui «défavorise» le revenu moyen des zones dans lesquelles le ménage type rassemble peu de personnes — mais ces zones sont plutôt celles des grandes agglomérations, c'est-à-dire les zones riches.

En 1988, les communes «riches» sont surtout en Île-de-France.... (fig. 1)

Outre quelques arrondissements de Paris, la plupart des 2 000 communes dont les revenus sont les plus élevés sont des communes de banlieue. Il faut atteindre des petites communes comme Senlis (15 000 habitants) pour trouver, parmi elles, des communes centres. Paris (1,2 millions d'habitants) et le reste de l'Île-de-France (2,9 millions) représentent en population les deux tiers des communes de la liste des 2 000. Les communes lyonnaises arrivent très loin derrière.

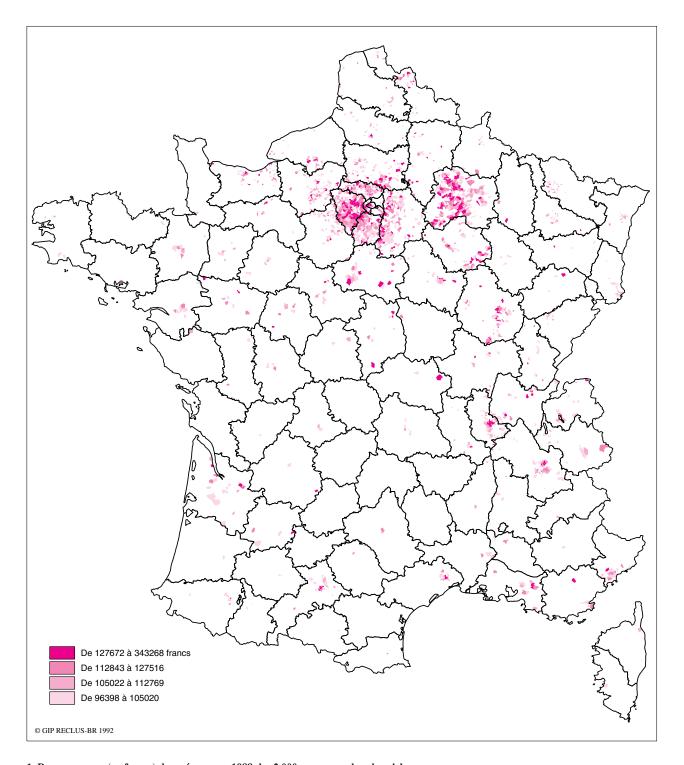
L'Ouest de Paris et ses prolongements dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines se distinguent clairement. Le Val-d'Oise, l'Essonne et la moitié occidentale de la Seine-et-Marne complètent la primatie parisienne. Côté banlieue Est, la Seine-et-Marne

^{*} Institut d'Urbanisme, Paris.

^{**} ALITEC et GIP RECLUS, Maison de la Géographie, Montpellier.

⁽¹⁾ Cartes extraites du chapitre «Le social et le culturel» de l'Atlas de France (à paraître).

⁽²⁾ Les sources statistiques proviennent de la Direction Générales des Impôts (ministère des Finances) et de l'INSEE.



1. Revenu moyen (en francs) des ménages en 1988: les 2 000 communes les plus riches

est coupé en deux. La délimitation est moins stricte en grande banlieue Nord et Ouest, et les revenus aisés vont au-delà de l'Île-de-France jusqu'à Evreux, Dreux et Chartres, le long de la vallée de l'Oise jusqu'à Compiègne. Cette répartition combine

donc les logiques de la péri-urbanisation (deux voitures et deux revenus par ménages), et celle des quartiers chics (la moitié ouest de l'agglomération). En revanche Paris-Est et les communes populaires de banlieue ne font pas partie du lot, comme

Département	Commune	Revenu 1988 (F)	Population 1990
Hauts- de-Seine (92)	Neuilly-sur-Seine	278 170	61 800
Ville de Paris (75)	Paris 16 ^e	241 443	169 900
Ville de Paris (75)	Paris 7 ^e	232 303	62 900
Ville de Paris (75)	Paris 8 ^e	221 227	40 800
Ville de Paris (75)	Paris 6 ^e	180 381	47 900
Ville de Paris (75)	Paris 1 ^{er}	130 548	18 400
Ville de Paris (75)	Paris 17 ^e	121 171	161 900
Yvelines (78)	Saint-Germain-en-Laye	125 717	39 900
Ville de Paris (75)	Paris 4 ^e	125 111	32 200
Hauts-de-Seine (92)	Boulogne-Billancourt	122 071	101 700
Yvelines (78)	Versailles	121 287	87 800
Ville de Paris (75)	Paris 5 ^e	119 541	61 200
Rhône (69)	Lyon 6 ^e	119 226	
Hauts- de-Seine (92)	Meudon	118 707	45 300
Val-de-Marne (94)	Saint-Maur-des-Fossés	117 774	77 200
Hauts- de-Seine (92)	Rueil-Malmaison	117 725	66 400
Bouches-du-Rhône (13)	Marseille 8 ^e	113 921	
Ville de Paris (75)	Paris 15 ^e	113 297	223 900
Nord (59)	Marcq-en Barœul	108 713	36 600
Hauts- de-Seine (92)	Courbevoie	106 088	65 400
Ville de Paris (75)	Paris 9 ^e	105 999	58 000
Val-de-Marne (94)	Vincennes	105 266	42 300
Rhône (69)	Caluire-et-Cuire	103 874	41 300
Hauts- de-Seine (92)	Clamart	102 982	47 200
Hauts- de-Seine (92)	Antony	102 794	57 800
Ville de Paris (75)	Paris 3 ^e	100 859	35 100
Ville de Paris (75)	Paris 14 ^e	100 199	136 600
Val-de-Marne (94)	Hay-les-Roses (L')	99 187	29 700
Rhône (69)	Lyon 2 ^e	99 018	
Hauts- de-Seine (92)	Suresnes	97 342	36 000
Ville de Paris (75)	Paris 12 ^e	96 891	130 300
Val-de-Marne (94)	Fontenay-sous-Bois	96 808	51 900

Les plus grosses communes parmi les 2 000 plus «riches»: surtout la banlieue parisienne

En caractères en gras, les communes de la région parisienne.

Sources: DGI-INSEE.

on s'y attendait, dans l'ensemble de la Seine-Saint-Denis, la moitié ouest du Val-de-Marne — en particulier la «Seine Amont» entre Ivry-sur-Seine et Villeneuve-Saint-Georges et au-delà, la «Seine Aval» depuis la boucle nord des Hauts-de-Seine et le sud du Val-d'Oise jusqu'à Mantes et Bonnières.

La plupart des agglomérations du Bassin Parisien comptent parmi les communes riches — tout au moins leur banlieue aisée, car les communes-centres ne ressortent jamais: Saint-Quentin, Amiens, Rouen, Caen et la Côte Fleurie, Le Mans, les villes de la Loire moyenne et inférieure, Auxerre, les côtes viticoles de Dijon à Reims. Au-delà, le phénomène est le même: seules ressortent les banlieues de chefs-lieux départementaux, surtout lorsqu'il s'agit d'agglomérations de grande taille

comme Rennes, Nantes, Nancy, Metz, Mulhouse, Lille ou Strasbourg.

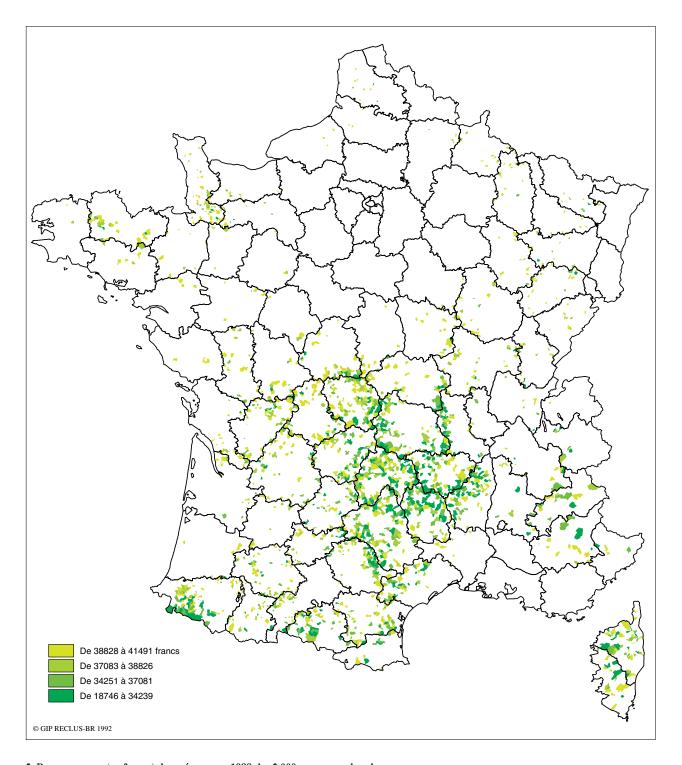
Mais le trait marquant de cette France septentrionale provinciale est le score des communes viticoles. Les petites communes du champagne sont opulentes; elles se prolongent jusqu'à la Côte d'Or via la Côte des Bars. Le vignoble enrichit aussi le Sud (Côtes du Rhône, Bordeaux) mais tout de même moins que le vignoble champenois.

Les revenus sont moins élevés dans la France méridionale. Les communes riches sont dans des banlieues de Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Avignon, Aix-en-Provence (bien plus que Marseille); la Côte d'Azur argentée se réduit à Saint-Tropez et au triangle Cagnes-Grasse-Antibes. Les agglomérations de moindre taille se montrent peu, sauf en région Rhône-Alpes: outre Lyon et Grenoble apparaissent la «Vallée du plastique» (Oyonnax), le Lac d'Annecy, Chambéry et les stations de la Tarentaise.

... et les communes «pauvres» dans les zones rurales montagneuses (fig. 2)

Sur la carte des communes les plus «pauvres» se dessinent le Massif Central et les montagnes dénuées de ressources touristiques, soit une grande partie des Pyrénées, les massifs centraux des Alpes du Sud et la Corse. Entre Pyrénées et Massif Central, le Sud-Ouest compte de nombreuses communes désargentées. Les tâches les plus sombres sont dans le cœur du Massif Central, du Vivarais aux Monts d'Or, en Ariège, dans le Pays Basque pyrénéen.

Ce sont de petites communes (270 habitants en moyenne pour les 2 000 dernières). Elles se disposent le plus souvent à la



2. Revenu moyen (en francs) des ménages en 1988: les 2 000 communes les plus pauvres

périphérie des départements: après deux siècles d'existence, le chef-lieu du département a fini par concentrer la richesse, même dans les zones pauvres, réduisant les bordures départementales à la situation de marches. De la même façon, le

bocage normand et la Bretagne intérieure, qui perdent des habitants et disposent de revenus faibles, sont situés aux confins des départements de la Manche et de l'Orne, des Côtes-d'Armor et du Morbihan.

Département	Commune	Revenu 1988 (F)	Population 1990
Saône-et-Loire (71)	Montceau-les-Mines	59 189	23 000
Ardennes (08)	Sedan	59 110	21 700
Charente-Maritime (18)	Rochefort	58 911	25 600
Gard (30)	Alès	58 847	41 000
Haute-Corse (2B)	Bastia	58 563	37 800
Nord (59)	Roubaix	58 319	97 700
Calvados (14)	Lisieux	58 116	23 700
Pas-de-Calais (62)	Lens	58 082	35 000
Calvados (14)	Hérouville-Saint-Clair	57 895	24 800
Nord (59)	Saint-Pol-sur-Mer	57 435	23 800
Nord (59)	Grande-Synthe	57 396	24 400
Seine-Maritime (76)	Petit-Quevilly (Le)	56 343	22 600
Rhône (69)	Vaulx-en-Velin	56 314	44 200
Gironde (33)	Cenon	55 890	21 400
Gironde (33)	Lormont	55 799	21 600
Bouches-du-Rhône (13)	Port-de-Bouc	54 603	18 800
Pas-de-Calais (62)	Bruay-la-Buissière	53 462	24 900
Pas-de-Calais (62)	Liévin	53 212	33 600
Pas-de-Calais (62)	Avion	51 880	18 500
Nord (59)	Denain	48 805	19 500

Les vingt communes urbaines les plus «pauvres»: les villes industrielles et houillères en première ligne

Vingt dernières communes de plus de 20 000 habitants pour les revenus fiscaux des ménages .

Sources: DGI-INSEE.

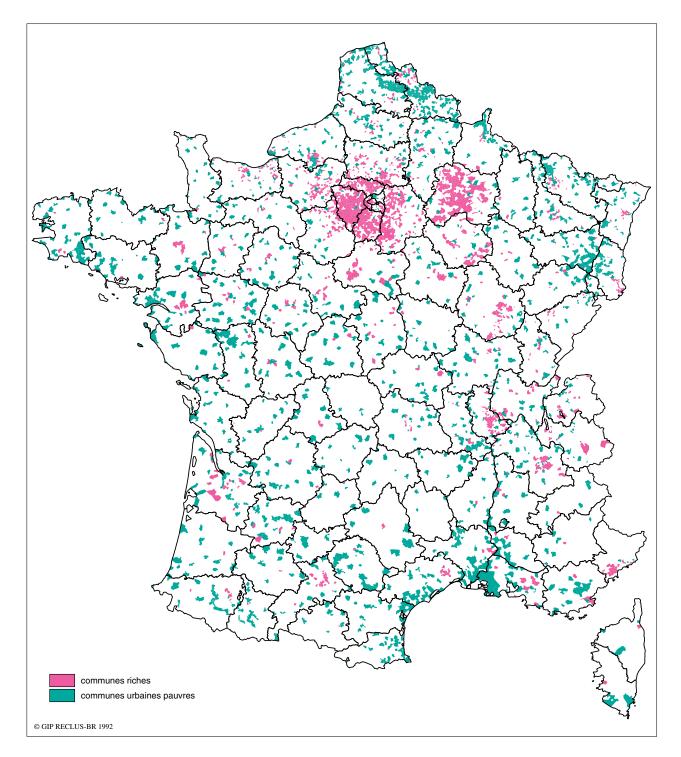
Département	Commune	Revenu 1988 (F)	Population 1990
Gard (30)	Nîmes	69 802	128 500
Seine-Maritime (76)	Rouen	69 673	102 700
Vienne (86)	Poitiers	69 395	78 900
Moselle (57)	Metz	69 193	119 600
Var (83)	Toulon	68 976	167 600
Loire (42)	Saint-Étienne	68 959	199 400
Maine-et-Loire (49)	Angers	68 522	141 400
Haut-Rhin (68)	Mulhouse	68 018	108 400
Somme (80)	Amiens	67 994	131 900
Seine-Maritime (76)	Havre (Le)	67 175	195 900
Finistère (29)	Brest	67 032	148 000
Nord (59)	Lille	66 012	172 100
Vaucluse (84)	Avignon	64 626	86 900
Hérault (34)	Béziers	64 395	71 000
Pyrénées-Orientales (66)	Perpignan	63 965	106 000
Seine-Saint-Denis (93)	Saint-Denis	63 873	90 000
Nord (59)	Tourcoing	61 143	93 800
Pas-de-Calais (62)	Calais	59 684	75 300
Nord (59)	Roubaix	58 319	97 700

Parmi les 2 000 communes urbaines les plus pauvres, quelques communes de plus de 60 000 habitants Sources: DGI-INSEE.

Certaines des communes urbaines les plus pauvres sont dans les banlieues des grandes agglomérations (fig. 3)

Si l'on s'attache aux seules communes urbaines la France métropolitaine en compte 5 300 — les plus pauvres ont une répartition très diffuse. Il y a cependant quelques concentrations: le littoral méditerranéen, de la frontière espagnole aux rives de l'Étang de Berre; les vallées vosgiennes; la Lorraine, de la sidérurgie et du bassin houiller: la vallée de la Meuse, de Sedan à Givet; le bassin houiller du Nord, de Valenciennes à Béthune, qui constitue un ensemble urbain très peuplé. Parmi les communes d'au moins 20 000 habitants, le Nord-Pasde-Calais, industriel et houiller, «place» huit des vingt dernières (dans les agglomérations de Lens, Dunkerque, Roubaix, Denain). Outre Roubaix avec ses 100 000 habitants, le tableau compte de grosses communes comme Alès et Vaulx-en-Velin.

Parmi les 2 000 communes urbaines les plus pauvres, certaines sont de grand gabarit. Ce sont des communes de banlieue: Saint-Denis, Aubervilliers, Vénissieux, mais surtout des communescentres: Saint-Étienne, Le Havre, Toulon et même Lille... Certaines communes de plus de 60 000 habitants apparaissent même au bas du tableau:



3. Revenu moyen des ménages en 1988: les 2 000 communes les plus riches et les 2 000 communes urbaines les plus pauvres

Calais, Roubaix et Tourcoing, mais aussi Avignon, Béziers et Perpignan. Enfin, on notera que, au sein des grandes agglomérations, les inégalités intercommunales l'emportent parfois sur les inégalités interrégionales. Les agglomérations de Paris et Lyon comptent plusieurs des communes les plus «riches» de France, mais aussi certaines des communes urbaines les plus «pauvres»: Aubervilliers ou Genevillierrs, Vaux-en-Velin, Pierre Bénite ou Tarare.